



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

### Afghanistan

Question au Gouvernement n° 3862

#### Texte de la question

##### SITUATION EN AFGHANISTAN

M. le président. La parole est à M. Laurent Fabius, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Laurent Fabius. Monsieur le Premier ministre, à plusieurs reprises, et encore tout à l'heure, nous avons abordé dans cette assemblée les questions relatives à l'Afghanistan. Nous l'avons fait, les uns et les autres, dans un esprit de responsabilité et en rendant hommage - je veux le faire de nouveau aujourd'hui - au courage, et même à l'abnégation, de l'ensemble de nos soldats présents là-bas.

En 2001, nous avons décidé d'un commun accord qu'il y avait lieu d'intervenir. L'Amérique était attaquée sur son sol, la nécessaire légitime défense était caractérisée. Des hommes ont donc été envoyés, avec un objectif : lutter contre Al-Qaïda en Afghanistan.

En 2007 et 2008, les choses ont changé. Le président Sarkozy a décidé d'envoyer un nombre important de troupes supplémentaires, à la demande du président Bush, et l'on peut dire que les objectifs fixés étaient beaucoup moins précis. Un certain nombre d'avancées ont eu lieu mais, en même temps, de nombreuses difficultés sont apparues.

Aujourd'hui, chacun comprend qu'il n'y a pas de solution militaire en Afghanistan. Le choix du Gouvernement, qui a annoncé le départ de nos troupes, mais à petits pas, est le plus difficile pour nos soldats.

Le président Karzaï vient dans quelques jours à Paris. Nous vous demandons de tirer toutes les conséquences de la situation en Afghanistan, après plus de dix ans de présence militaire, et de prendre les dispositions nécessaires pour qu'à la fin de l'année 2012, et non pas en 2014 (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP*), il n'y ait plus de troupes françaises dans ce pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Un député du groupe UMP. Que dit François Hollande là-dessus ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le Premier ministre, vous avez rappelé dans quelles conditions la France s'est engagée en Afghanistan, il y a maintenant dix ans. Notre stratégie dans ce pays est cohérente ; nous l'avons définie à nouveau en novembre 2010, avec nos alliés, dans le cadre du sommet de l'OTAN. Elle s'articule autour de trois axes.

Le premier objectif, c'est le transfert progressif à l'armée afghane de la responsabilité d'assurer la sécurité du peuple afghan. Ce processus est en marche : nous aurons retiré 400 hommes depuis l'année dernière et un millier à la fin de cette année. Le Premier ministre vient de rappeler la réflexion qui est en cours pour savoir quelles conséquences nous allons tirer du récent assassinat de nos soldats, assassinat qui a été l'occasion, à l'ouverture de cette séance, d'un moment d'unité nationale dans votre assemblée.

Le deuxième objectif est d'aider l'Afghanistan à se développer. Nous avons déjà beaucoup fait en ce sens, et ce sera l'objet du traité d'amitié et de coopération que le Président de la République signera vendredi avec le président Karzaï.

Enfin, le troisième objectif est d'appuyer la réconciliation nationale entre Afghans et d'assurer un système de sécurité collective autour de l'Afghanistan.

Voilà ce que nous faisons là-bas, avec des objectifs très clairs : défendre nos intérêts - c'est la lutte contre le terrorisme - et défendre nos valeurs, c'est-à-dire aider le peuple afghan à affirmer sa liberté et à conquérir la

démocratie.

M. Roland Muzeau. Cela fait dix ans !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Cela étant dit, je crois qu'il ne convient pas de céder à la panique. Il ne faut pas confondre retrait ordonné et retraite précipitée. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Quand j'entends parler de retrait immédiat ou à la fin de 2012, je ne suis pas sûr que cela ait été mûrement réfléchi et étudié. Il y a d'abord des conditions militaires à respecter, pour la sécurité même de nos soldats.

(*Mêmes mouvements.*) C'est la ligne que la France s'est fixée ; c'est notre honneur et notre responsabilité !

(*Mêmes mouvements.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Laurent Fabius](#)

**Circonscription :** Seine-Maritime (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3862

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères et européennes

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères et européennes

## Date(s) clé(e)s

**Question publiée le :** 25 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 janvier 2012